

1983, chapitre 59

LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Projet de loi 200

présenté par M. Patrice Laplante

Première lecture le 30 novembre 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 22 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 22 décembre 1983

Lois modifiées:

Charte de la ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal (1982, chapitre 71)





CHAPITRE 59

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

[Sanctionnée le 22 décembre 1983]

Préambule ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1959-60, c.
102, a. 520,
mod.

1. L'article 520 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 6°, du suivant:

Objets
érotiques

«6°1 Réglementer l'étalage d'imprimés et d'objets érotiques, notamment aux fins de la protection de la jeunesse;»;

2° par le remplacement, au paragraphe 58°, du mot « obscènes » par le mot « érotiques ».

1959-60, c.
102, a. 521,
mod.

2. L'article 521 de cette charte, modifié par l'article 148 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 46 du chapitre 77 des lois de 1977 et par les articles 9 du chapitre 40 et 8 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

Permis et
licences

«3° Fixer le montant, les conditions et les modalités d'émission des permis et licences relevant de l'autorité de la ville; statuer sur leur révocation;».

1959-60, c.
102, a. 522,
mod.

3. L'article 522 de cette charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1979, est modifié:

1° par l'insertion après le paragraphe 1° du paragraphe suivant:

Rues et ruelles non utilisées

« 1a° Verser du domaine public au domaine privé de la ville les terrains acquis à des fins de rues ou de ruelles lorsqu'il appert d'un rapport du directeur du service compétent que ces rues ou ruelles ne sont pas aménagées ni utilisées par le public pour ces fins; »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

Alignement de rue, ruelle, place publique

« 2° Se faire établir par ses officiers l'alignement et le niveau de toute rue, ruelle et place publique, obliger quiconque fait une construction sur une rue, ruelle ou place publique à en obtenir, de la ville, l'alignement et le niveau et à signer un procès-verbal à cet effet, dont il peut obtenir copie à demande et contre paiement d'une somme fixée par résolution du comité exécutif; ».

1959-60, c.102, a. 528b, remp.

4. L'article 528b de cette charte, édicté par l'article 24 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 24 du chapitre 71 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs exercés par résolution

« **528b.** Le conseil peut aussi exercer par résolution les pouvoirs prévus au paragraphe 5° de l'article 520, au paragraphe 1a° de l'article 522, au paragraphe 10° de l'article 526, au paragraphe 9° de l'article 527 et aux paragraphes 3°, 4°, 6° et 11° de l'article 528. ».

1959-60, c. 102, a. 543b mod.

5. L'article 543b de cette charte, édicté par l'article 26 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du paragraphe 24 par le suivant:

Cotisations

« 24. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent une place d'affaires au cours de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé. Le contribuable qui commence à occuper ou qui cesse d'occuper une place d'affaires en cours d'année est tenu de payer la cotisation au prorata seulement de son occupation. Une occupation survenant ou cessant après le premier jour d'un mois est réputée être une occupation survenant ou cessant le premier jour du mois suivant. ».

1959-60, c. 102, a. 594, mod.

6. L'article 594 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement au deuxième alinéa du mot « quarante » par le mot « vingt »;

2° par la suppression de la dernière phrase du troisième alinéa.

1959-60, c. 102, a. 610d, mod.

7. L'article 610d de cette charte, édicté par l'article 28 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Exemption
de fournir
des
stationne-
ments

«**610d.** 1. Le conseil peut, par règlement, exempter le propriétaire d'un bâtiment déjà construit ou celui qui projette de construire un bâtiment pour lesquels des unités de stationnement doivent être fournies et maintenues en vertu d'un autre règlement, de l'obligation de les fournir et maintenir, dans la mesure qu'il détermine dans chaque cas. ».

1959-60, c.
102, a. 652,
mod.

8. L'article 652 de cette charte, modifié par les articles 24 et 77 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) des recettes probables de la taxe foncière, de la taxe de l'eau, de la taxe de services et de la taxe d'affaires de l'exercice suivant, calculées de la manière indiquée à l'article 653, ainsi que des versements par les propriétaires fonciers autres que la ville de répartition d'améliorations locales à échoir durant l'exercice; ».

1959-60, c.
102, a.
661.1, aj.

9. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 661, du suivant:

Rembourse-
ment de
dépenses à
un parti poli-
tique officiel

«**661.1** Malgré toute disposition d'une loi générale ou spéciale, le conseil doit prévoir au budget un crédit annuel affecté au remboursement des dépenses effectuées dans le but d'aider les membres du conseil à remplir leur mandat. Il doit, par règlement, déterminer les dépenses pour services aux conseillers pouvant être imputées à ce crédit et stipuler que ce crédit est affecté au remboursement des dépenses des conseillers en fonction de l'appartenance de ces derniers à un parti politique municipal officiel au sens de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1). Il peut, par règlement, confier au greffier la tâche d'administrer ce crédit et de prescrire les formulaires et moyens de contrôle. ».

1959-60, c.
102, a. 725,
mod.

10. L'article 725 de cette charte est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Disposition
non
applicable

« Sous réserve de l'article 661, le présent article ne s'applique pas lorsque ce règlement ou cette résolution est adopté en application d'une loi entrée en vigueur après la date du dépôt au bureau du greffier du budget, des règlements et des résolutions mentionnés à l'article 669. ».

1959-60, c.
102, a.
787a, mod.

11. L'article 787a de cette charte, édicté par l'article 66 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 15 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 113 du chapitre 77 des lois de 1977, les articles 38 et 68 du chapitre 40 des lois de 1980 et l'article 58 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du paragraphe suivant:

« *bb*) la modification d'un terrain, d'un bâtiment ou d'un logement pour le rendre accessible aux handicapés ou pour l'adapter à leur usage; »;

2° par la suppression, au paragraphe *d* du premier alinéa, des mots « lorsque cette modification est occasionnée par l'enfouissement des fils électriques ou leur déplacement hors rue ».

1959-60, c.
102, a. 803,
mod.

12. Le paragraphe *s* de l'article 803 de cette charte est abrogé.

1959-60, c.
102, a. 808,
mod.

13. L'article 808 de cette charte, remplacé par l'article 60 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas du paragraphe 2 par ce qui suit:

Critères

« 2. Lorsque le conseil impose une taxe prévue au paragraphe 1, il peut l'établir selon différentes catégories d'occupation, en fonction de l'un ou l'autre des critères suivants ou d'une combinaison de ceux-ci:

a) un taux fixe;

b) un taux établi selon la consommation;

c) un taux basé sur la valeur locative. ».

1959-60, c.
102, a. 813,
remp.

14. L'article 813 de cette charte est remplacé par le suivant:

Permis
refusé

« **813.** Le comité exécutif peut, dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public, refuser l'émission de tout permis ou licence ou annuler tout permis ou licence. ».

1959-60, c.
102, a. 814,
remp.

15. L'article 814 de cette charte, modifié par les articles 35, 72 et 82 du chapitre 22 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

Taxes
spéciales

« **814.** La ville peut, à la discrétion du conseil, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, imposer et percevoir sous forme de permis ou de licence, les taxes spéciales prévues par la section 3 du présent chapitre. ».

1959-60, c.
102, a. 892,
mod.

16. L'article 892 de cette charte, modifié par l'article 473 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Publications

« Au moins un mois avant la date fixée pour la vente, le shérif fait paraître cet avis dans deux journaux quotidiens publiés dans la ville. Il fait également publier à la *Gazette officielle du Québec*, au moins quinze jours avant la vente, un avis mentionnant dans quel journal et à quelle date ont été faites les publications dans les journaux. ».

1959-60, c.
102, a.
964c, mod.

17. L'article 964c de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980 et modifié par l'article 23 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau modifié par la suppression des mots « résidentiels, industriels et commerciaux ».

1959-60, c.
102, a.
964ff, aj.

18. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 964f, de l'article suivant:

Société cons-
tituée à la
requête de la
ville

« **964ff.** Le comité exécutif est autorisé à verser à une société constituée à la requête de la ville les sommes prévues à titre de fonds de roulement aux lettres patentes constituant cette société.

Pouvoirs du
conseil

Le conseil peut:

a) autoriser le versement de contributions afin de combler le déficit de cette société;

b) garantir la dette contractée par cette société. ».

1959-60,
c-102, a.
984a, mod.

19. L'article 984a de cette charte, édicté par l'article 18 du chapitre 76 des lois de 1972 et modifié par l'article 136 du chapitre 38 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement de l'expression « à plus de 75 pieds » par l'expression « à au moins 15 mètres » et de l'expression « cinq pieds » par l'expression « deux mètres ».

1959-60, c.
102, a.
1019, aj.

20. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1018, de l'article suivant:

Répartition
des coûts

« **1019.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains la totalité ou une partie du coût de la construction de mails, couverts ou non, ou d'abris.

Modalités

Cette répartition s'effectue en fonction du nombre de mètres de front des immeubles et elle est assujettie aux autres règles de ce titre concernant les travaux municipaux et les taxes d'améliorations locales. ».

1959-60,
c. 102, a.
1140, mod.

21. L'article 1140 de cette charte, remplacé par l'article 170 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 76 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « au Bureau des véhicules automobiles » par les mots « à la Régie de l'assurance automobile du Québec ».

1959-60,
c. 102,
a. 1140a,
mod.

22. L'article 1140a de cette charte, édicté par l'article 64 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Frais d'im-
mobilisation
d'un
véhicule

« Il en est de même d'un règlement déterminant les frais d'immobilisation, de remorquage ou de remisage d'un véhicule automobile encourus par un contrevenant ou un défendeur en application de l'article 1159.5. ».

1959-60, c.
102, a.
1140b, mod. **23.** L'article 1140b de cette charte, remplacé par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par la suppression des paragraphes 7 et 8.

1959-60, c.
102, a.
1140e, ab. **24.** L'article 1140e de cette charte, édicté par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, est abrogé.

1959-60, c.
102, aa.
1159.1 à
1159.5, aj. **25.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1159, des articles suivants:

Délai de
paiement « **1159.1** Malgré toute autre disposition de la présente charte, le juge ou le greffier, s'il ordonne dans son jugement le paiement d'une somme d'argent pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement relative à la circulation ou à l'usage d'un véhicule automobile ou d'un accessoire d'un tel véhicule, fixe un délai pour ce paiement qui, sauf si le défendeur y renonce, ne doit pas être inférieur à trente jours de la date de la décision. Il ne peut, à ce moment, rendre aucune ordonnance pour le recouvrement de cette somme.

Incarcération Toutefois, s'il a des motifs raisonnables de croire que le défendeur se soustraira à la justice, le juge peut ordonner qu'à défaut de paiement immédiat le défendeur soit incarcéré pour la durée qu'il fixe conformément à la Loi sur les poursuites sommaires.

Dispositions
applicables « **1159.2** La sous-section 1 de la section IX de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique, avec les adaptations nécessaires, à ce jugement, sous réserve des articles 1159.3 à 1159.5 et du fait qu'il ne peut être offert de travaux compensatoires que conformément à l'article 64.2 de la Loi sur les poursuites sommaires.

Saisie d'un
véhicule
sans les for-
malités du
C.p.c. « **1159.3** Le percepteur chargé de l'exécution de ce jugement peut également, par l'intermédiaire d'un agent de la paix, d'un huissier ou d'un employé que la ville désigne, faire saisir un véhicule automobile immatriculé au nom du défendeur en l'immobilisant, le remorquant ou le remisant, sans les formalités de saisie prévues au Code de procédure civile, pour qu'il soit vendu en justice; le saisi ou un tiers peuvent former opposition à la saisie conformément à ce code.

Conditions
d'immobilisa-
tion « **1159.4** L'immobilisation ou le remorquage d'un véhicule automobile ne peut s'effectuer que si ce véhicule est en stationnement sur un chemin public de la ville ou sur un terrain appartenant à la ville.

Avis Lorsqu'un véhicule automobile est immobilisé, un avis est déposé dans un endroit apparent de ce véhicule, avertissant le conducteur de ce fait et que toute tentative de le déplacer peut l'endommager. L'avis indique aussi l'endroit où il peut s'adresser pour obtenir l'enlèvement de l'appareil qui a servi à l'immobilisation.

Reprise de
possession

« **1159.5** Sauf s'il conclut une entente écrite avec le percepteur, le défendeur ne peut reprendre possession du véhicule automobile que s'il acquitte l'amende et les frais, y compris ceux d'immobilisation, de remorquage ou de remisage du véhicule automobile déterminés par règlement du conseil. ».

1982, c. 71,
a. 92, remp.

26. L'article 92 du chapitre 71 des lois de 1982 est remplacé par le suivant:

Surtaxe

« **92.** Pour son exercice financier de 1984, la ville de Montréal peut, par règlement, imposer et prélever une surtaxe dont le taux n'excède pas 0,30 \$ par cent dollars d'évaluation sur les immeubles dont la valeur imposable inscrite au rôle d'évaluation excède 100 000 \$ et qui sont classés dans les catégories I et II déterminées et définies par le règlement 1976-I de la Commission municipale du Québec adopté le 29 décembre 1976 et modifié par le règlement 1977-I de la Commission adopté le 21 janvier 1977 en vertu de la Loi concernant le déficit olympique de la ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre 52). Cette surtaxe ne s'applique qu'au montant de la valeur imposable qui excède 100 000 \$.

Secteurs
visés

La ville peut désigner les secteurs dans lesquels elle entend prélever cette taxe dans le cas des immeubles de la catégorie I.

Responsabi-
lité

Cette surtaxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables.

Exercices de
1985 et 1986

Les trois premiers alinéas s'appliquent également pour les exercices de 1985 et de 1986, sauf que le taux maximum de la surtaxe est alors respectivement de 0,20 \$ et de 0,10 \$ par cent dollars d'évaluation. ».

Disposition
applicable

27. Le paragraphe *a* de l'article 5 s'applique à la dette contractée par la ville pour les dépenses encourues à compter du 1^{er} janvier 1983.

1959-60, c.
102, form.
33, remp.

28. La formule 33 de cette charte, modifiée par l'article 178 du chapitre 77 des lois de 1977, est remplacée par la suivante:

« 33.—(*Article 883*)

Bref de saisie pour recouvrement de taxes

Province de Québec,
Ville de Montréal.

Dans la Cour municipale
de la Ville de Montréal.

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

Dette			À tout huissier de la Cour municipale de la Ville de Montréal
Intérêt			
Frais			
Bref			
\$			

Attendu que..... (*nom et désignation du débiteur*) a été sommé par le directeur des finances de la ville de payer entre ses mains, pour et au nom de la ville, la somme de....., montant dû par lui à ladite ville, comme il appert au rôle de perception des taxes foncières pour l'année mil neuf cent..... (*s'il s'agit d'un autre rôle, modifier la formule en conséquence*) et attendu que ledit..... a négligé et refusé de payer au directeur des finances de la ville, dans le délai prescrit par la loi, ladite somme de....., il vous est ordonné, en conséquence, par les présentes, de saisir sans délai les marchandises et effets mobiliers sujets au privilège garantissant ces taxes;

et si la somme précitée n'est pas payée, avec les frais légaux de la saisie, dans les huit jours de sa date, vous vendrez alors, le jour qu'il vous sera indiqué par ledit directeur des finances, les biens et effets ainsi détenus par vous et lui paierez les deniers provenant de cette vente, afin qu'il les applique conformément aux prescriptions de la loi et qu'il rende le surplus, s'il en est, sur demande, audit..... ou à ses ayants droit; et si telle saisie ne peut avoir lieu faute d'effets saisissables, vous m'en ferez rapport afin que soient adoptées telles procédures que de droit.

Donné sous le seing du greffier de la Cour municipale, à Montréal, ce jour d 19....

(*signature du greffier de la cour*)
Greffier de la Cour municipale. ».

1959-60, c.
102, a. 172,
mod.

29. L'article 172 de cette charte, modifié par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 14 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 5 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Caisse
commune

«Le conseil peut également établir par règlement une caisse commune dans laquelle sont déposés des éléments de l'actif de plusieurs

régimes supplémentaires de rentes de ses employés et où ces éléments d'actif perdent leur identité propre. Cette caisse constitue une caisse de retraite aux fins de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) dont la section VII s'y applique comme s'il s'agissait d'un régime supplémentaire. ».

Acquisition
d'immeubles

30. En vue de l'aménagement des rues McGill College et Mansfield et de la construction d'un complexe culturel et commercial, la Ville de Montréal est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation les immeubles ci-après décrits:

les lots 1385 à 1387, 1388-1, 1388-2, 1389 à 1404, 1404a, 1405 et 1406,

la ruelle nord-sud sans numéro cadastral, bornée vers le nord-ouest par le lot sans numéro cadastral (rue) étant une partie du boulevard de Maisonneuve, vers le nord-est par les lots 1391 à 1402 inclusivement, vers le sud-est par la ruelle est-ouest sans numéro cadastral ci-après décrite et vers le sud-ouest par les lots 1403 à 1406 inclusivement,

la ruelle est-ouest sans numéro cadastral, bornée vers le nord-ouest par le lot 1403, la ruelle nord-sud sans numéro cadastral ci-avant décrite et le lot 1391, vers le nord-est par le lot sans numéro cadastral (rue) étant une partie de l'avenue McGill College, vers le sud-est par les lots 1387, 1899, 1388-1, 1388-2, 1389 et 1390 et vers le sud-ouest par le lot sans numéro cadastral (rue) (rue Mansfield),

aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Municipalité de Montréal (quartier Saint-Antoine).

Servitudes
éteintes

Toutes les servitudes relatives aux ruelles visées dans le deuxième alinéa sont éteintes dès que la ville devient l'unique propriétaire de tous les immeubles riverains de ces ruelles.

Aliénation

La ville est autorisée à aliéner par bail emphytéotique ou autrement pour des fins d'exploitation commerciale, les immeubles ainsi acquis, sous réserve de tous les droits nécessaires à la construction et à l'exploitation d'une salle de concert sur l'emplacement réaménagé.

Cession à
société sans
but lucratif

La ville est autorisée à céder, en tout ou en partie, les droits non aliénés suivant le troisième alinéa, à une société sans but lucratif constituée aux fins de construire et d'exploiter une salle de concert.

Indemnité
provision-
nelle

La ville devient propriétaire d'un bien exproprié suivant le présent article à compter du jour de l'enregistrement de l'avis d'expropriation si cet avis est accompagné d'un reçu de l'exproprié ou d'un certificat du protonotaire attestant du dépôt préalable au greffe de la Cour supérieure d'une indemnité provisionnelle égale à 90% de l'offre de la ville ou égale à 90% de l'évaluation municipale de l'immeuble suivant

le plus élevé de ces deux montants. L'indemnité provisionnelle pour un locataire résidentiel ou commercial ou un occupant de bonne foi est un montant forfaitaire équivalent à trois mois de loyer.

Exploitation commerciale Dans le cas d'une exploitation commerciale par un exproprié, l'indemnité provisionnelle comprend en outre un montant forfaitaire équivalent à 25% de la valeur locative annuelle inscrite au rôle.

Période d'occupation maximale La période pendant laquelle un exproprié, son locataire ou un occupant de bonne foi peut demeurer en possession de l'immeuble exproprié ne peut excéder trois mois à compter de la date de l'enregistrement de l'avis d'expropriation.

Effet Le présent article a effet malgré toute disposition inconciliable du chapitre I du titre II de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24).

Paragraphe déclaratoire **31.** Le paragraphe *b* de l'article 5 est déclaratoire.

Effet rétroactif L'article 29 a effet depuis le 1^{er} décembre 1983.

Application rétroactive **32.** L'article 25 s'applique même à l'égard d'une infraction commise avant son entrée en vigueur.

Ordonnance de saisie ou emprisonnement Si un jugement a été rendu, l'immobilisation, le remorquage ou le remisage d'un véhicule automobile en application de cet article peut avoir lieu même si le jugement ordonne la saisie des biens du défendeur ou son emprisonnement. Si un mandat d'emprisonnement ou un bref de saisie a déjà été délivré mais n'a pas été exécuté, l'application d'une mesure prévue dans cet article a pour effet soit d'en suspendre l'exécution jusqu'à ce qu'il soit définitivement disposé du véhicule automobile immobilisé, remorqué ou remisé, soit de l'annuler, si l'amende et les frais, y compris ceux d'immobilisation, de remorquage et de remisage, sont entièrement acquittés.

Règlements continués en vigueur **33.** Malgré l'abrogation des paragraphes 7 et 8 de l'article 1140*b* ainsi que de l'article 1140*e* de cette charte, les règlements adoptés en vertu des articles 1140*b* et 1140*e* demeurent en vigueur tant qu'ils ne sont pas abrogés ou remplacés par un règlement visé au deuxième alinéa de l'article 1140*a* ou à l'article 1140*b* de cette charte.

Effet d'exception **34.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur **35.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.